

Le PM Ould Laghdaf veut arabiser l'administration

Les étudiants parlent de décision "raciste"

Les propos du Premier ministre mauritanien, Moulaye Ould Laghdaf, de faire de la langue arabe un instrument d'échange et de travail dans l'administration n'en finissent pas de faire des vagues dans la communauté négro-africaine. Après la réaction et la condamnation des cadres négro-mauritaniens, place a été faite à la grogne des étudiants négros-mauritaniens francophones. Les étudiants francophones de l'université de Nouakchott, membre du Syndicat national des étudiants mauritaniens (Snem) ont exprimé leur ire lors d'un sit-in, organisé le 24 mars 2010, pour réagir face à la déclaration du Pm mauritanien Moulaye Ould Laghdaf "d'arabiser l'Administration". Page 3

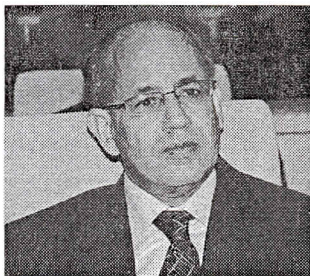


Le PM Ould Laghdaf veut arabiser l'administration

Les étudiants parlent de décision "raciste"

Les propos du Premier ministre mauritanien, Moulaye Ould Laghdaf, de faire de la langue arabe un instrument d'échange et de travail dans l'administration n'en finissent pas de faire des vagues dans la communauté négro-africaine. Après la réaction et la condamnation des cadres négro-mauritaniens, place a été faite à la grogne des étudiants négro-mauritaniens francophones. Les étudiants francophones de l'université de Nouakchott, membre du Syndicat national des étudiants mauritaniens (Snem) ont exprimé leur ire lors d'un sit-in, organisé le 24 mars 2010, pour réagir face à la déclaration du Pm mauritanien Moulaye Ould Laghdaf "d'arabiser l'Administration".

Défiant les forces de l'ordre, les étudiants ont aussi réclamé la démission du ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, Mme Cissé Mint Boide, pour ses propos qu'ils ont jugés "discriminatoires". Selon eux, la ministre de la Culture cherche à instrumentaliser l'arabe à des fins politiques, en déclarant



que "les langues nationales font obstacle à l'émergence de l'arabe".

Sentant leur avenir menacé, les manifestants demandent ainsi au Premier ministre de s'excuser et de reconnaître les autres langues nationales telles que le Pulaar, le Soninké et le Wolof, qui composent le pays. A cette occasion, les étudiants francophones ont tenu à réitérer leur engagement vis-à-vis du président Ould Abdel Aziz. Et ils ont exhorté le président des "pauvres" à réagir et à condamner ces propos.

La manifestation s'est terminée en course-poursuite entre les forces de l'ordre et les étudiants, où plusieurs d'entre eux avaient été arrêtés puis relâchés le lendemain par la police. Cette manifestation, qui intervenait la veille de la célébration de la journée de réconciliation nationale, commence à créer un climat de doute et de crainte dans le pays, malgré les vœux du prési-



dent Ould Abdel Aziz, de reconstituer l'unité nationale.

Place de l'arabe dans l'administration mauritanienne

L'opposition dénonce des risques de "dissensions ethniques". Elle met en garde contre "des risques de réveil des dissensions ethniques et des conflits", en relation avec une polémique sur la place de l'arabe dans l'administration dénoncée par des étudiants négro-africains, dans un communiqué. Des risques liés à la politique du tâtonnement et de l'improvisation, ainsi qu'au discours démagogique tenu par le pouvoir en place et son gouvernement", selon la Coalition de l'opposition démocratique (Cod), qui rassemble la majeure partie de l'opposition. Ils "n'auront pour résultat que le réveil des dissensions ethniques et des conflits". Le texte fait référence à un sit-in organisé

mercredi à l'université de Nouakchott par des étudiants négro-africains protestant contre "l'arabisation de l'administration projetée par le gouvernement".

Les étudiants accusent notamment le Premier ministre Moulaye Ould Mohamed Laghdaaf et sa ministre de la Culture d'avoir affirmé lors de récentes cérémonies officielles que la "civilisation mauritanienne est arabo-islamique", ignorant de ce fait "le caractère africain de cette civilisation".

Ils ont réclamé "des excuses publiques du Premier ministre et la démission de sa ministre de la Culture", Mme Cissé Mint Beida qui, selon eux, aurait affirmé que "le développement de l'arabe était bloqué par la présence de langues nationales (pular, soninké et wolof)". L'opposition estime que ces prises de positions "démagogiques" du gouvernement sont "sources de troubles et de crises".

La coordination de l'opposition "réaffirme sa condamnation des thèses de l'exclusion et de la division délibérément entretenues, pour des visées particularistes et au préjudice du pays et de l'unité nationale, par certains extrémistes, de quelque bord qu'ils soient".

La Police avait dispersé le sit-in à coups de lacrymogènes et procédé à des arrestations d'étudiants qui ont tous été libérés.